

ORGANISATION MONDIALE

WT/MIN(01)/ST/35

10 novembre 2001

DU COMMERCE

(01-5618)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE

Quatrième session

Doha, 9 - 13 novembre 2001

Original: anglais/
espagnol

URUGUAY

Déclaration de S.E. M. Gonzalo Enrique Gonzalez Fernandez
Ministre de l'élevage, de l'agriculture et de la pêche

La croissance et le développement d'un petit pays comme l'Uruguay sont indissociablement liés à l'expansion, à la diversification et à la modernisation de ses exportations. Nous sommes convaincus que l'adoption, à cette Conférence ministérielle de Doha, d'un programme de travail visant à promouvoir et accélérer le processus de libéralisation et de réforme du commerce international, en particulier dans les secteurs qui intéressent les pays en développement, peut être une mesure appropriée, qui contribuera notablement à la reprise de l'économie mondiale, actuellement menacée par la récession et les tendances protectionnistes. Elle favorisera en même temps la croissance, le développement, l'emploi et la réduction de la pauvreté. C'est pourquoi mon pays est venu à cette réunion dans un esprit constructif, avec la ferme intention de contribuer à son succès.

L'Organisation mondiale du commerce, créée à l'issue du Cycle d'Uruguay, reposant sur ces piliers que sont les principes de la nation la plus favorisée, de la non-discrimination et du traitement national, incarne le système de règles et de disciplines multilatérales qui protège les plus faibles et évite l'imposition par les plus forts de mesures restrictives ou unilatérales. C'est pourquoi nous l'appuyons et nous la défendons. Néanmoins, tous les pays n'ont pas pu bénéficier de l'élargissement des possibilités et de l'accroissement de la prospérité qu'engendre le système commercial multilatéral: les pays en développement, en particulier, ont été privés de ces avantages. Dans les cycles de négociations précédents, des secteurs qui présentent une importance vitale pour nos économies, comme l'agriculture et les textiles, ont fait l'objet d'un traitement discriminatoire et ont été négligés. Nous avons aussi constaté des disparités et des déséquilibres très nuisibles à nos intérêts dans la mise en œuvre des Accords du Cycle d'Uruguay, et la dimension développement, si hautement proclamée par les pays développés, a été absente ou reléguée à un rôle marginal dans les accords commerciaux. Le moment est venu de corriger ces défauts et lacunes graves, de mettre au centre de nos travaux les besoins et les intérêts des pays en développement, et de leur permettre d'améliorer sensiblement leur participation effective au système commercial multilatéral. Le renforcement et la crédibilité de l'OMC dépendront, dans une grande mesure, de la réalisation de ces objectifs.

Mon pays est favorable au lancement à Doha d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales, ayant une portée et un champ d'application plus larges que les négociations prescrites par les accords de Marrakech. Nous pensons que c'est là le meilleur moyen d'obtenir des résultats ambitieux sur tous les fronts, répondant aux intérêts de tous. Cela est particulièrement important à un moment où la communauté internationale s'efforce de relever de manière constructive les lourds défis auxquels elle fait face depuis les tragiques événements du 11 septembre dernier.

Pour l'Uruguay, le principal objectif est de réaliser l'intégration définitive de l'agriculture aux règles et disciplines de l'OMC. Cela implique un programme de réforme fondamental de l'agriculture, avec des normes renforcées et des engagements précis concernant les trois piliers des négociations:

l'accès aux marchés, le soutien interne et les subventions à l'exportation. Il est pour cela indispensable que le mandat que nous allons adopter traduise de manière précise le niveau des ambitions que les négociations futures seront censées réaliser. Nous reconnaissons que le texte que nous a présenté le Président du Conseil général donne certaines indications sur le processus de négociation qui vont dans la bonne direction, mais elles restent notoirement insuffisantes et manquent d'ambition. Pour ne citer qu'un exemple, l'idée de réduire toutes les formes de subventions à l'exportation en vue de leur retrait progressif ne correspond pas à la position de la grande majorité des Membres de l'OMC, qui veulent leur élimination dans les plus brefs délais. Il nous incombera d'améliorer ce texte pendant les négociations que nous allons entamer.

Je tiens à souligner l'ouverture d'esprit dont mon pays a fait preuve pendant le processus préparatoire pour tenir compte des objectifs et des besoins des autres Membres. Nous pensons modestement que la contribution dont nous avons pris l'initiative avec six autres pays dans le domaine de la mise en œuvre, domaine d'importance fondamentale pour beaucoup de pays en développement, a été extrêmement utile et a aidé à débloquer une situation de conflit qui se poursuivait depuis de nombreuses années. De même, nous avons fait preuve de souplesse à l'égard de l'inclusion de nombreuses questions proposées par les pays développés, notamment: le commerce et les investissements, le commerce et les politiques de concurrence, la transparence des marchés publics, la facilitation du commerce, le commerce électronique et les normes de l'OMC.

Nous réaffirmons que nous pouvons faire preuve de souplesse sur les propositions qui visent une plus grande libéralisation des marchés, et dans des domaines dans lesquels l'OMC a manifestement compétence. En même temps, nous devons préciser que nous serons beaucoup plus prudents face à des propositions ayant pour but d'accroître le pouvoir de restreindre le commerce de manière unilatérale et sans fondement objectif légitime, ou à l'égard desquelles le mandat de l'OMC est pour le moins discutable.

Notre Conférence ministérielle devra aboutir à un texte de déclaration que chaque délégation pourra apprécier dans son ensemble, pour décider si l'équilibre entre ce qu'elle obtient en faveur de ses intérêts et ce qu'elle concède en faveur des intérêts des autres lui permet de se joindre au consensus. C'est seulement de cette manière que nous pourrions réussir. Il est donc fondamental de rechercher un équilibre global, et non pas un équilibre sur chaque point: c'est là l'essentiel de mon message.

Je ne saurais conclure sans remercier très sincèrement les autorités du Qatar et le Secrétariat de l'OMC pour l'excellente organisation de la Conférence et l'accueil chaleureux et généreux qui nous a été réservé.
